

PLAN NATIONAL DE DESOBEISSANCE CIVIQUE (P.N.D.C.)

(A tous les partis politiques, à toutes les Associations et à tous les leaders d'opinion de la société civile et à tous les démocrates du Cameroun).

Chers Compatriotes, Souvenez-vous que nous avons vainement appelé les partis politiques d'opposition de notre pays à boycotter la mascarade d'élection présidentielle du 9 Octobre dernier : à ne pas accepter Elecram, soi-disant Commission Electorale « indépendante » désignée par le dictateur, à ne plus accepter une élection présidentielle bidon à un seul tour, à exiger la limitation du mandat présidentiel à cinq ans renouvelable une seule fois et à ne pas cautionner la reconduction inévitable d'un autocrate qui a mis trente ans au pouvoir... Les faits nous ont donné raison.

La « Déclaration de Yaoundé », par laquelle sept partis politiques ont réagi au désastre de l'opposition comporte un point positif : à savoir que l'opposition, notamment son principal parti, semble enfin s'ouvrir au dialogue et à la concertation. A part ce point positif, toute la stratégie de cette Déclaration est erronée.

- a) Cette déclaration laisse le dictateur maître du jeu. Elle lui donne six mois pour annuler l'élection présidentielle, en sachant bien qu'il ne le fera jamais.
- b) Dans cette déclaration, l'opposition menace le pouvoir d'une « arme » qu'elle ne maîtrise pas ou ne maîtrise plus : « les masses ». En effet, en allant à cette élection malgré les appels solidement argumentés au boycott, l'opposition s'est coupée du peuple qui, lui, a fortement boudé les urnes. Or, l'opposition n'a avancé aucune stratégie pour « reconquérir les masses ». Et, en demandant au peuple de « descendre dans la rue » sans avoir fait ce travail de reconquête, elle aggrave le fossé qui la sépare désormais du peuple et livre celui-ci à la démagogie sur la paix et aux slogans mensongers du régime.
- c) La « Déclaration de Yaoundé » n'ouvre aucune perspective stratégique : en ce sens qu'elle expose l'opposition au double risque, très sérieux, de voir débaucher certains de ses leaders qui ne demandent qu'à accepter tout poste offert par le Dictateur, et de subir de plein fouet l'échec de ses tentatives de recourir au soulèvement populaire.
- d) Enfin, cette déclaration perd de vue le vrai point faible du pouvoir, révélé par les statistiques fortement falsifiées d'Elecram, à savoir l'illégitimité d'un régime dictatorial péniblement reconduit par une faible minorité de Camerounais !

ALORS QUE PROPOSONS –NOUS ?

Ce n'est pas nous qui « proposons » Ce sont les circonstances, les conditions objectives et subjectives qui imposent désormais une stratégie de rupture totale avec la Dictature ! UN PLAN NATIONAL DE DESOBEISSANCE CIVIQUE (P.N.D.C.) ayant pour objectif de faire partir du pouvoir le dictateur mal-élu, maintenant !

Il s'agit d'une grande bataille que nous pouvons et devons mener avec intelligence et gagner avec l'opposition rassemblée :

- 1- En cessant toute collaboration avec le régime, en évitant toute négociation de dupes, tout dialogue avec ses organes aux ordres et surtout en boycottant Elecram ;
- 2- En travaillant à la remobilisation du peuple, et à la stimulation du mouvement social ;
- 3- En mettant en place le plan Gama et en réussissant les grèves générales amplifiées de ses quatre phases ;
- 4- En faisant monter le mouvement social jusqu'à sa phase insurrectionnelle, et en en poussant la restructuration organisationnelle de l'opposition jusqu'à la mise en place d'un vrai gouvernement de transition.

Voilà pourquoi nous allons solliciter des rendez-vous avec de nombreux leaders des partis d'opposition, des leaders d'opinion et des personnalités de la société civile pour discuter en profondeur et en détails de la problématique du PNDC. BIYA DOIT PARTIR.

Par ailleurs, toute autre contribution est la bienvenue.

Ngouo WOUNGLY-MASSAGA Cdt KISSAMBA, Vétéran de l'UPC et de l'ALNK

© mpodoleditions.fr : Ngouo WOUNGLY-MASSAGA Cdt KISSAMBA, Vétéran de l'UPC et de l'ALNK